

Le 24 janvier 2011

Chef Vern White
Service de police d'Ottawa
474, rue Elgin
Ottawa (Ontario)
K2P 2J6

SUJET : Réplique de la COCVFF sur les événements récents de mauvais traitements et d'actes de violence physique envers les femmes commis par le Service de police d'Ottawa

Chef White,

La Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes (COCVFF) est une coalition d'organismes et de personnes qui oeuvre pour mettre fin à la violence faite aux femmes et par leur leadership, l'éducation et l'action politique font valoir l'efficacité d'une action coordonnée pour venir en aide aux femmes et aux enfants touchés par la violence.

Comme vous le savez, la COCVFF travaille de concert avec le système communautaire de la justice depuis plus de 25 ans. Le comité de la justice de la Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes a fait beaucoup de travail pour réunir ensemble les différents secteurs dont entre autres le Service de police d'Ottawa, la Couronne, les services d'aide d'urgence aux victimes et plusieurs autres agences représentant des groupes de femmes. Les représentants-es de l'unité de violence entre partenaires, de l'unité des agressions sexuelles et abus des enfants et de l'unité de crise pour les victimes continuent d'être activement impliqués dans le processus de collaboration de l'analyse et de la recherche de solutions tangibles pour mettre fin à la violence faite aux femmes.

Nous sommes fiers des progrès accomplis dans le développement d'une meilleure collaboration entre les différents secteurs de la justice et de la communauté et des différentes étapes de travail qui ont été mis de l'avant pour créer de meilleures relations de travail dans le but de prévenir la violence et d'assurer la sécurité des femmes et des enfants. C'est également à partir d'un travail commun et solidaire que nous avons réussi à améliorer la cueillette des statistiques sur les cas de violence, de manière à mieux comprendre et identifier les enjeux et réalités de la problématique de la violence faite aux femmes.

Malgré les progrès accomplis et les nombreux partenariats de travail établis tels que ci-haut mentionnés, il faut souligner que la confiance des femmes touchées par la violence envers les services de police demeure toujours fragile et précaire. Suite à la diffusion récente de la vidéo du 25 novembre dernier sur Stacey Bonds, les membres de la communauté et de notre coalition ainsi

que plusieurs femmes desservies par les agences-membres de la Coalition d'Ottawa ont été choquées et désabusées par la façon dont les policiers d'Ottawa ont traité cette femme. Selon les commentaires du Chef de police intérimaire Gilles Laroche dans un article du journal 'Metro' du 8 décembre dernier, ces actions de la police seraient 'questionnables'. Il est impensable de pouvoir défendre ces actes commis par la police dans cette situation d'abus et de violence physique envers Stacey Bonds, et qui représente par ailleurs très clairement une violation de ses droits civiques et humains. Il semble exister une culture inter-organisationnelle de tolérance de situations d'abus de ce genre au sein de la police même si nous savons qu'il y a plusieurs policiers, dont plusieurs avec qui nous travaillons de près, qui agissent dans le respect de toute personne et avec intégrité dans le cadre de leurs fonctions. Il est d'autant plus ironique de remarquer que ces actes de violence se sont produits un 25 novembre, la date choisie pour souligner 'la journée internationale pour l'élimination de la violence faite aux femmes' et que cette journée rappelle entre autres à toutes les femmes que de tels actes de violence pourraient leur être infligés également si elles avaient à conjuguer avec la police d'Ottawa. Ces événements ont fait en sorte que beaucoup de femmes se posent maintenant la question si elles peuvent se sentir en sécurité auprès des services policiers d'Ottawa?

Les statistiques démontrent que la majorité des femmes victimes d'agressions à caractère sexuel et de toutes autres formes de violence ne dénoncent pas leurs agresseurs et ne portent pas plainte à la police. Quand nous analysons la question comment rendre les abuseurs responsables de leurs actions afin d'assurer la sécurité des femmes touchées par la violence, la réplique du secteur de la justice est toujours d'encourager la dénonciation. En tant que spécialiste des droits des femmes, nous savons que plusieurs femmes ne se sentent pas en sécurité ni crues par le système de justice. Les mauvais traitements et les actes de violence des interventions commises par les services policiers envers Stacey Bonds renforcent malheureusement ces convictions. Ces événements ont créé une perte indéniable de confiance envers les services de la police d'Ottawa de la part de plusieurs femmes de la communauté et des femmes provenant de la minorité raciale visible. Le rapport tout récemment publié par l'organisme 'POWER (Prostitutes of Ottawa-Gatineau Work, Educate and Resist)' confirme d'ailleurs les convictions et prises de position de ces femmes à l'égard des services policiers.

Que comptez-vous faire ?

Nous croyons qu'il est très important d'avoir une plus grande ouverture et transparence au niveau des interventions policières, entre autres en ce qui concerne les cellules de retenues, afin de voir à rétablir la confiance du public envers la police. À titre d'exemple, lors de l'entrevue du 13 décembre dernier à la station de télévision CBC sur la 'procédure de fouille', il a été révélé qu'aucune donnée statistique n'est conservée à cet effet. Plusieurs personnes de la communauté ont souligné qu'elles aimeraient que la police soit redevable au sujet de la procédure de fouille. Nous recommandons également la mise sur pied d'une commission civile municipale indépendante de révision de plainte. Nous croyons que la création d'une telle commission permettra d'améliorer la confiance du public avec la mise sur pied d'une procédure de recours pour déposer une plainte et amènera une meilleure collaboration entre la communauté et la police.

Vous connaissez sans doute le dernier rapport de la COCVFF intitulée ‘À l’abri des regards : Prévalence de la violence faite aux femmes à Ottawa’, paru en mai 2009. Ce rapport présente une vue d’ensemble sur la prévalence de différentes formes de violence faites aux femmes dans la ville d’Ottawa. La COCVFF est présentement en voie de planification pour la parution d’une deuxième édition de ce rapport pour le printemps 2011. Nous comptons grandement sur la participation de la police d’Ottawa pour la cueillette de données statistiques provenant des différentes unités de services policiers. Vous pouvez obtenir plus d’information en ce qui a trait à ce prochain rapport en visitant le site Web de la COCVFF : www.octevaw-cocvff.ca/en/hidden_from_sight.

Nous tenons également à confirmer notre engagement à toute forme de collaboration permettant la recherche de solutions appropriées quant au processus de recrutement et de formation des agents-es de police. Nous sommes inquiètes de savoir que des agents de police ont été témoins des actes d’abus et de violence envers Ms. Bonds sans intervenir de quelque façon que ce soit.

La Coalition d’Ottawa contre la violence faite aux femmes s’engage à continuer à travailler avec la Police d’Ottawa pour créer une ville sécuritaire pour tout le monde. Dans un esprit de collaboration et pour le développement de meilleurs ponts de communication, nous espérons pouvoir travailler ensemble à trouver des solutions tangibles sur les moyens que les services de police pourront utiliser pour rebâtir la confiance perdue de la communauté d’Ottawa.

En espérant une réponse de votre part sous peu,

Sincèrement,

Erin Williams
Pour le comité ‘Advocacy’ - COCVFF

c.c. COMPAC Police Chair – Charles Bordeleau
Police Services Board Member – Carl Nicholson
Diversity and Race Relations Chair- John Medeiros
Critical Incidence and Critical Situations
Comité de liaison
Maire d’Ottawa – Jim Watson